



Groupe de réflexion Post-Covid-19

Publication n° 8

COVID-19 et Asie centrale 2020 : nouvelles menaces, défis et opportunités

Dosym Satpayev - Ph.D. Directeur du «Kazakhstan Risks Assessment Group»

Les Nations Unies ont déclaré que l'onde de choc de la pandémie de COVID-19 a touché les économies des pays en développement beaucoup plus que la crise financière mondiale de 2008-2009, car le coronavirus les a frappés sous la forme de sorties de capitaux, de prêts plus chers, de dépréciation et de perte de devises des recettes d'exportation dues à l'effondrement des prix des matières premières.

Il est clair que cette vague recouvrira également les pays d'Asie centrale, car tous sont également des pays en développement et dépendent de l'afflux de capitaux étrangers. La plupart d'entre eux ont les mêmes sources de financement externes - il s'agit de prêts d'institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, Banque Asiatique de Développement, etc.), ainsi que des prêts chinois. Mais différents pays de l'Asie centrale ont également leurs propres sources spécifiques d'entrées de capitaux. Au Kazakhstan, il s'agit des revenus de la vente de matières premières, qui ont désormais fortement baissé, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole. L'année dernière, lorsque le budget triennal du pays a été formé dans la république, le scénario le plus pessimiste était de 45 \$ le baril. Mais toute baisse des prix du pétrole en dessous de 45 \$ représente un problème très grave pour l'économie kazakhe, car environ 44% du budget de l'État est constitué par le secteur pétrolier et gazier. Autrement dit, le Kazakhstan a été frappé de deux côtés : par la pandémie de coronavirus et par une forte baisse des prix du pétrole. En conséquence, conformément aux prévisions préliminaires du FMI, le PIB de la république pourrait afficher une baisse importante pour la première fois depuis les crises causées par les conséquences de l'effondrement de l'URSS en 1991 (crise 1991-1996), ainsi que la crise des « Tigres d'Asie » et la crise russe de 1997-1998. Selon les prévisions de certains experts, du fait des mesures de quarantaine, de 500 000 à un million et demi de personnes pourraient perdre totalement ou partiellement leurs revenus (selon diverses estimations). Au Kazakhstan, la majorité de la population n'a traditionnellement aucune épargne disponible et, par conséquent, n'a pas de marge de sécurité pour « les mauvais jours ». C'était le cas avant le coronavirus et avant les bas prix du pétrole, ce sera le cas après. Pour beaucoup de gens, cette situation est permanente. Cela signifie qu'après l'épidémie, avec un taux de chômage élevé et une reprise économique lente, beaucoup devront à nouveau s'endetter et emprunter pour simplement nourrir leur famille. Autrement dit, une tentative de l'État de résoudre le problème actuel du report des prêts existants dans une situation de crise ne tient pas compte du fait que l'endettement de la population n'est pas tant le coût psychologique d'une société de consommation. Il a des racines beaucoup plus profondes dans la structure sociale existante, où pour de nombreux Kazakhstaniens, un petit prêt avant le versement du salaire fait désormais partie de leur stratégie de survie. Et après le coronavirus, de nouveaux pauvres émergeront parmi ceux qui sont entrés dans la classe moyenne ou n'y ont pas réussi, tombant au niveau social inférieur, comme c'était le cas pour beaucoup après la crise financière et économique de 2008-2009. Il est clair qu'une telle situation pourrait nuire au maintien de la stabilité sociopolitique.

Quant aux autres pays d'Asie centrale, l'une des sources financières importantes pour eux est les transferts de fonds des travailleurs migrants, principalement de la Russie et du Kazakhstan (pour le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan), ainsi que de la Turquie (pour le Turkménistan). Des prévisions pessimistes semblent indiquer qu'en 2020, le taux de croissance des transferts de fonds diminuera de manière significative, d'environ 50%, en raison des effets combinés de la pandémie de coronavirus et de la chute des prix du pétrole, ce qui pourrait entraîner une récession économique au Kazakhstan et en Russie, ainsi que dans d'autres pays où vont les travailleurs migrants.

En outre, la dévaluation des monnaies locales, la hausse des prix, l'inflation, la stagnation des entreprises et la hausse du chômage menacent toutes les économies d'Asie centrale. Il est clair que tout cela peut être à la base de la montée de tensions sociales. Les autorités du Kazakhstan ont commencé à s'en rendre compte, lorsqu'elles avaient déjà décidé d'allouer 10 milliards de dollars du Fonds national à un programme anti-crise, y compris un soutien aux segments de la population socialement vulnérable, ainsi qu'aux petites entreprises. Mais il y a aussi un certain signe de technologie politique de la part du président du pays, K. Tokaev, qui, après les élections scandaleuses de l'année dernière, tente d'accroître sa légitimité et sa popularité aux yeux de la société dans le cadre de sa conception d'un « État qui entend ». L'année dernière, le gouvernement kazakh a été très alarmé par la montée de la sensibilité protestataire dans tout le pays, sachant qu'une partie importante des actions qui en ont découlé a commencé à se politiser. Cette fois, le risque est lié au fait qu'une partie importante de l'argent alloué dans le cadre du programme anti-crise peut être volée ou dépensée de manière inefficace par l'appareil bureaucratique encombrant, qui, même sous N. Nazarbaev a réussi à faire échouer de nombreux programmes de l'État. Naturellement, dans le contexte de la crise socio-économique croissante, les autorités kazakhes craignent une nouvelle vague de protestations dans le pays, notamment en prévision des élections législatives qui se tiendront en 2021.

D'ailleurs, le Kirghizstan se prépare également aux élections législatives de cette année. Il est clair que les actions anti-crise des autorités seront l'un des principaux thèmes de l'élection. Si elles sont efficaces, cela donnera un atout supplémentaire au président S. Jeenbekov. Si elles échouent, elles peuvent raviver une opposition hétéroclite. Bien que, contrairement au Kazakhstan, au Kirghizstan, comme dans d'autres pays d'Asie centrale, il n'y a pas de Fonds national, il faut donc essentiellement compter sur le soutien financier de la Chine et l'aide des institutions financières internationales, y compris l'instauration d'un moratoire sur le recouvrement des créances. Le FMI et la Banque mondiale ont déjà décidé de différer les paiements sur les prêts aux pays les plus pauvres. Mais seulement jusqu'à la fin de l'année. Pour autant que l'on sache, le Kirghizstan a également demandé à la Chine de retarder le remboursement de sa dette. Une telle demande sera peut-être adressée à la Chine par un autre grand débiteur chinois - le Tadjikistan.

Mais le niveau de croissance des tensions sociales dans ces pays d'Asie centrale, dont les économies dépendent des envois de fonds des travailleurs migrants, sera largement fonction des comportements des migrants eux-mêmes. Si une partie importante d'entre eux reste néanmoins là où ils avaient travaillé dans l'espoir de temps meilleurs, cela pourrait sauver les pays d'Asie centrale d'explosions sociales plus puissantes. Surtout, les autorités d'Asie centrale craignent que le début d'un « temps meilleur » ne s'éternise en Russie ou au Kazakhstan, ce qui pourrait faire que certains jeunes travailleurs migrants rentrent chez eux pour une longue période.

De plus, contrairement au Kirghizstan, dans d'autres pays d'Asie centrale, la population ne peut exprimer sa protestation contre une politique anti-crise inefficace par le biais d'élections. Il ne reste que des protestations sociales, car aucune autre « soupape de libération de vapeur » n'est apparue. Cependant, il y a encore une chose qui unit tous les pays de la région. Il s'agit d'un travail ciblé des autorités locales pour neutraliser l'opposition. Dans certains États de la région, comme le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, cette dernière n'existe pas. Dans d'autres, comme le Kazakhstan et le Kirghizstan, elle est fragmentée et n'est pas une force nationale qui pourrait unir la majorité des humeurs de protestation dans une société autour d'un leader particulier.

Mais la tension sociale va augmenter. Et ici, un environnement plutôt favorable au pouvoir alternatif peut apparaître sous une forme des structures informelles, y compris religieuses. Soit dit en passant, une situation intéressante peut maintenant être observée en Italie, où la situation avec le coronavirus était l'une des plus difficiles d'Europe (y compris avec de nombreuses personnes ayant de graves problèmes financiers). La mafia locale a commencé à fournir de la nourriture et une aide financière à ceux qui en avaient besoin afin de gagner la confiance des gens et en même temps de créer une structure anti-crise alternative à l'État. Et par rapport aux services publics, ils fournissent une assistance d'une façon beaucoup plus efficace. Mais, bien sûr, avec l'espoir que plus tard il sera possible d'obtenir le soutien de ceux qu'ils ont aidé. Autrement dit, en absence d'argent de l'État pour le soutien social de la population ou dans des conditions de distribution inefficace de cet argent pendant la crise, il est toujours possible pour différents centres de pouvoir alternatifs de remplacer l'État. Ce n'est un secret pour personne, par exemple, que certaines structures radicales ont été impliquées avec succès dans la réinsertion sociale des anciens détenus, les engageant dans leurs rangs, uniquement parce que ces personnes étaient marginalisées pour l'État et la société. Ainsi, un programme anti-crise inefficace de l'État peut non seulement provoquer une augmentation des tensions sociales, mais il donne également certaines opportunités à toutes les structures informelles de convaincre ceux qui connaîtront une crise de confiance envers le gouvernement et la société.

La pandémie de coronavirus a également démontré très clairement que toute urgence mondiale comprend immédiatement un mécanisme d'auto-préservation, lorsque chaque État commence à se préoccuper de lui-même en premier. Ici, beaucoup oublient les slogans de fraternité, d'amitié et d'entraide. Par exemple, le Ministère de l'agriculture du Kazakhstan a interdit l'exportation de certains types de produits alimentaires, en particulier le blé et la farine, bien que les pays d'Asie centrale soient les principaux importateurs. Naturellement, la question se pose : « Les nouvelles crises mondiales provoqueront-elles le même modèle de comportement - chacun pour soi - ou faudra-t-il créer un mécanisme inter-régional d'assistance mutuelle et de soutien ? » D'ailleurs, cette question s'est avérée pertinente pour l'Union européenne, où l'Italie a commencé à accuser Bruxelles d'avoir laissé l'UE à la merci du destin en pleine épidémie de coronavirus. Il est clair que l'Asie centrale n'est pas l'UE, mais certains nouveaux domaines de coopération dans la région devraient être développés, comme, par exemple, dans le domaine médical, dans le développement de vaccins, dans la production d'équipements et de matériels médicaux. Les principaux producteurs de tout cela sont les premières économies mondiales. L'épidémie a mis en évidence l'extrême vulnérabilité des autres pays en termes de manque de production de leurs propres produits médicaux, équipements et quantité importante de médicaments. L'importation règne dans nos pays. Si nous partons du principe que de nouvelles pandémies seront plus fréquentes, nous devons nous préparer ensemble à cette tempête potentielle. Mais la pandémie actuelle de coronavirus n'est

que le début par rapport à l'apparition d'un super-virus avec une mortalité plus élevée et le même taux d'infection, ce que les virologues mettent en garde depuis longtemps. Il s'agit également non seulement d'une nouvelle pandémie, mais aussi des conséquences du changement climatique, qui pourraient nuire à toute la région. Les autorités des pays d'Asie centrale développent constamment de nombreux programmes de développement socio-économique de leurs États sans tenir compte des diverses menaces potentielles qui peuvent mettre un terme à tous ces programmes.

Quant à nos voisins, la Chine est l'un des premiers pays qui pourrait sortir vainqueur de la crise financière et économique après la pandémie de coronavirus. Elle va essayer de renforcer sa position dans la région, notamment en tant que prêteur. La Chine a déjà intensifié la fourniture de l'aide humanitaire à la plupart des pays d'Asie centrale dans l'espoir d'améliorer son image dans la région. Par exemple, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan ont été inclus dans la liste des États qui ont reçu une aide pour lutter contre la pandémie de coronavirus grâce aux fonds du milliardaire chinois, fondateur du « Alibaba Group », Jack Ma.

À son tour, les capacités financières et économiques de la Russie seront sérieusement compromises, non seulement à cause du coronavirus, mais aussi à cause des bas prix des matières premières. Autrement dit, il va être difficile de compter sur une augmentation de l'activité d'investissement de la Russie en Asie centrale. Une situation similaire sera observée dans l'UE, aux États-Unis et dans d'autres pays, qui auront besoin de temps pour sortir de la fosse profonde de la crise économique, bien que la coopération politique avec l'Asie centrale pour tous ces acteurs restera au même niveau, à la fois sur une base bilatérale et dans le cadre de formats multilatéraux ou d'organisations régionales.